



AILE PARLEMENTAIRE  
DU BLOC QUÉBÉCOIS

# COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

*Crise dans le secteur forestier*

## « LE GOUVERNEMENT CONSERVATEUR CONTREDIT SES AVOCATS QUI SOUTIENNENT QUE LES GARANTIES DE PRÊTS SONT LÉGALES »

Pierre Paquette

Ottawa, mercredi 11 mars 2009 – « Les ministres conservateurs s'obstinent à soutenir la position des lobbys protectionnistes étatsuniens, qui affirment que les garanties de prêts à l'industrie forestière sont illégales. Pourtant, le secteur forestier soutient le contraire et le gouvernement du Québec abonde dans le même sens en permettant à Investissement Québec d'aider l'industrie. Même les propres avocats du gouvernement conservateur le contredisent devant le Tribunal international de Londres en plaidant que les garanties de prêts sont légales et que, à titre d'exemple, ceux accordés par Investissements Québec ne contreviennent pas à l'accord du bois d'œuvre et de l'ALÉNA», a dénoncé aujourd'hui le député de Joliette et leader parlementaire du Bloc Québécois, **Pierre Paquette**, au lendemain de la journée d'opposition du Bloc Québécois.

« L'approche idéologique du laisser-faire des conservateurs constitue une menace évidente à la survie de l'industrie forestière au Québec. Du même coup, c'est la survie de bon nombre des régions du Québec qui s'en trouve hypothéquée. Le Bloc Québécois ne peut laisser la plus large partie du Québec sacrifiée au nom de l'obsession des conservateurs à imposer leur idéologie. C'est pourquoi nous avons jugé nécessaire cette semaine de profiter de notre journée d'opposition pour demander à ce gouvernement qu'il nous explique comment il peut soutenir une chose devant les tribunaux internationaux, et affirmer le contraire devant la Chambre des communes », a expliqué **Pierre Paquette**.

**Pierre Paquette** rappelle que le secteur du bois d'œuvre connaît des années difficiles depuis 2002, alors que l'industrie a successivement été frappée par le conflit Canada-États-Unis sur le bois d'œuvre, la hausse du dollar canadien et enfin la crise économique qui sévit toujours. Une disette noire qui a plongé l'industrie québécoise dans une situation face à laquelle il lui est pratiquement impossible de se relever seule. Se trouvant à court de liquidités depuis si longtemps, l'industrie forestière québécoise a notamment été dans l'impossibilité de faire les investissements qui auraient été nécessaires afin de maintenir son niveau de compétitivité avec ses concurrents étrangers.

« Les travailleuses et les travailleurs d'AbitibiBowater sont sortis dans la rue il y a quelques jours encore pour réclamer l'aide du gouvernement parce que les rumeurs de faillite concernant leur employeur sont persistantes. La communauté de Saint-Michel-des-Saints se débat toujours pour relancer les deux usines fermées par Louisiana

Pacific. Mais les conservateurs continuent à ignorer les appels qui leur sont lancés de partout à travers le Québec. L'aide prévue par Ottawa se résume à 170 millions sur deux ans pour tout le Canada, un effort qualifié par le Conseil de l'industrie forestière du Québec de "largement insuffisant" face à l'ampleur des besoins. C'est d'ailleurs aussi injuste qu'irresponsable si on songe au fait que les conservateurs viennent d'investir quelques 2,7 milliards pour soutenir l'industrie automobile en Ontario », a conclu **Pierre Paquette**.

– 30 –

Renseignements :

Nancy Gagnon  
450-756-9648